



Groupement Hospitalier
du Territoire NORD YONNE

**CAHIER DES CLAUSES
TECHNIQUES PARTICULIERES**

25FC09

**PRESTATION DE COLLECTE D'ENLEVEMENT DE TRANSPORT ET
DE TRAITEMENTS DES DECHETS DAOM, CARTONS,
BIODECHETS, DASRI, CYTOTOXIQUES, ALUMINIUM,
PLASTIQUES, VERRES, DIB, D3E :**

Centre Hospitalier de Joigny

**3 Quai de l'Hôpital
89 300 Joigny**
Téléphone : 03.86.92.33.33



**Centre Hospitalier de Sens
(Pouvoir Adjudicateur)**

**1 Avenue Pierre de Coubertin
89 100 Sens**
Téléphone : 03.86.86.15.15



Groupement Hospitalier
du Territoire NORD YONNE

Table des matières

Article 1 : Objet du marché.....	3
Article 2 : Disposition générales	3
Article 3 : Définition et description des besoins	4
Article 4 : Descriptif, contraintes et spécificités des établissements	9
Article 5 : Visite des sites de l'Etablissement.....	11
Article 6 : Mise en place de la Prestation	11
Article 7 : Matériel associé à la prestation	12
Article 8 – Modalités d'Exécution de la Prestation	13
Article 9 – Points de collecte	15
Article 10 – Fréquence et Horaires d'exécution de la Prestation	15
Article 11 – Continuité du service.....	16
Article 12 – Obligations des cocontractants	17
Article 13 –Traçabilité des déchets	18
Article 14 – Bilan.....	18
Article 15 – Information du Personnel	19
Article 16 – Engagement en matière de Développement Durable	19

Ce marché concerne deux hôpitaux du GHT à savoir le centre hospitalier de Joigny et le centre hospitalier de Sens.

Il est recommandé aux candidats de lire attentivement toutes les clauses du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Il est notamment souligné que les exigences de ce présent document font seules références et que le fait de remettre une offre implique l'acceptation de toutes les clauses énoncées.

Article 1 : Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concernent les prestations ci-après désignées : **Prestation de collecte, d'enlèvement de transport et de traitement des déchets (cartons, DAOM, Biodéchets, verres, métaux, plastiques, aluminium, DIB, D3E) pour le GHT Nord Yonne (Groupement Hospitalier de Territoires) regroupant les Centres Hospitaliers de Sens (Pouvoir adjudicateur), et Joigny.**

La description de la prestation et ses spécifications techniques sont indiquées dans le présent Cahiers Des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

Elle porte sur la réalisation de prestations de services pour la mise à disposition de moyens humains et techniques afin de réaliser la collecte, le transport et le traitement des déchets des établissements du GHT. Une revalorisation sera également à mettre en place en fonction des filières de tris choisies. Elle intègre aussi la traçabilité des déchets traités, l'entretien des matériels mis à disposition et un suivi de la prestation. Des certificats peuvent également être demandés.

L'objectif de la présente consultation est de :

- **Prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets.**
- **Organiser et limiter le transport des déchets en distance et en volume.**
- **Valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie, et de ce fait recevoir des bordereaux d'achats / des avoirs.**
- **Optimisation de la gestion des déchets sur les centres hospitaliers.**
- **Assurer l'information du public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets.**

Le déroulement des prestations sera dans le respect des différentes réglementations en vigueur et prendra en compte la notion de développement durable dans leurs exécutions.

Article 2 : Disposition générales

Dans un souci du respect de la législation et des normes en vigueur, le GHT souhaite que le titulaire détaille de façon précise, l'enlèvement et le traitement des déchets qui lui sont confiés.

Il doit préciser les lieux où sont traités ces déchets, le mode d'élimination, fournir toutes les pièces justificatives sur l'agrément de ces lieux ainsi que l'autorisation formelle du site pour l'acceptation des tonnages de déchets produits par le groupement.

Une traçabilité pour le nettoyage des bacs, notamment pour les dasri, doit être mise à disposition.

Le groupement se réserve le droit de demander au titulaire une visite de contrôle de ces lieux.

L'enlèvement, le transport voire le transit et la destruction des différents déchets sont réalisés conformément à l'ensemble de la législation en vigueur.

Le protocole de sécurité de chargement et de déchargement est rempli par le titulaire.

Les contenants sont chargés de telle façon que les déchets qui y sont déversés ne puissent pas se répandre sur la voie publique et ne viennent en aucun cas déborder des ouvertures de chargement.

Les contenants vides sont déposés sur leur fond, après nettoyage (uniquement dasri, bennes DIB, Caisses/palettes pour le D3E), à l'emplacement même où ils se trouvaient avant la collecte.

Toutes ces opérations sont à effectuer en limitant le bruit et en évitant toute détérioration des locaux.

Pour tout retard supérieur à 24 heures, le titulaire a l'obligation de le signaler à l'établissement concerné.

Il sera également demandé au titulaire de fournir à chaque début d'année, un calendrier mentionnant les jours fériés travaillés ou non afin de pouvoir organiser le planning des collectes en fonction, et ne pas perturber le bon fonctionnement du GHT.

Il convient cependant de rappeler au préalable quelques principes généraux :

- Ne pas confondre le danger (présence d'un micro-organisme pathogène) et le risque (présence d'un micro-organisme pathogène **ET** possibilité de pénétration dans l'organisme).
- Dans le code de la santé publique, la notion de risque psycho-émotionnel n'existe pas ; elle est issue du guide MEAH de 2008, reprise dans le guide DGS de 2009.
- La définition du DASRI dans le code de la santé publique ne comporte pas non plus de notion de souillure par un liquide biologique ni par le sang.
- La définition du DASRI NE DEPEND PAS du mode d'élimination des DASND.

Pour chaque DAS, le risque infectieux existe si les conditions suivantes sont réunies :

- Présence dans le déchet d'un micro-organisme potentiellement pathogène ;
- ET
- Existence d'une voie de pénétration du germe chez l'homme (aérienne, digestive, percutanée, transmuqueuse).

Ex : poche (vide) de ponction : peu de produit pathogène a priori à l'intérieur de la poche, risque de rupture de la poche très faible, risque de pénétration d'un micro-organisme chez l'homme lors de manipulation très faible (contact entre l'intérieur de la poche et la peau lésée d'un professionnel). Ce déchet pourrait être évacué dans la filière DASND sans exposer un agent à un risque infectieux.

Article 3 : Définition et description des besoins

Les déchets visés par le présent Marché sont les déchets pouvant être générés par les activités courantes des Etablissements Publics de Santé que constituent le GHT Nord Yonne.

Il s'agit notamment des déchets d'activités de soins non dangereux (assimilés aux déchets ménagers), provenant de ces Etablissements et collectés dans les mêmes centres.

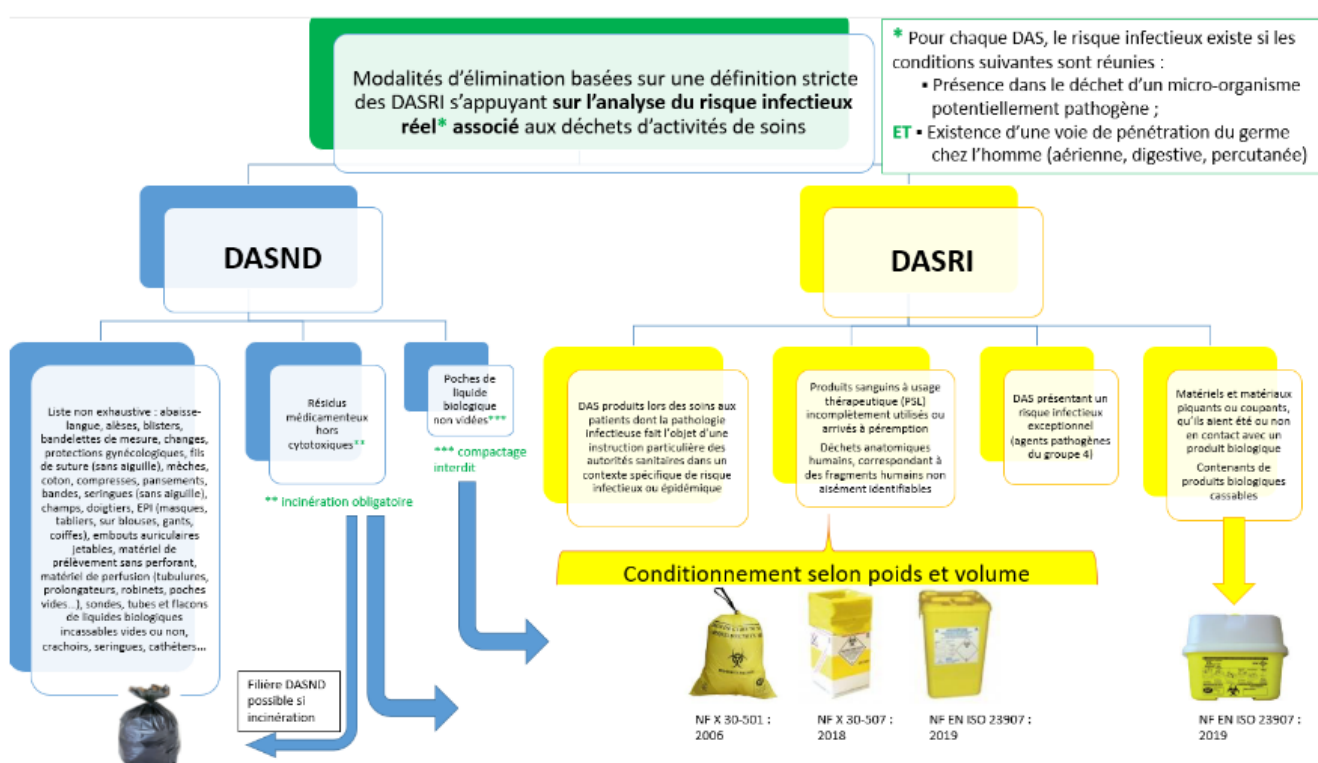
Sont concernés par ce marché : les DAOM, les cartons, les biodéchets, les DASRI, les cytotoxiques, les encombrants / DIB, verres, plastiques, aluminium, D3E.

Liste de DAS à éliminer obligatoirement en DASRI (cf. arbre décisionnel ci-dessous).

1. Les DAS explicitement définis dans la réglementation :
 - Matériels et matériaux perforants (piquants, coupants, tranchants) destinés à l'abandon, qu'ils aient été ou non en contact avec un produit biologique (incluant les dispositifs sécurisés) ;
 - Produits sanguins à usage thérapeutique (produits sanguins labiles) incomplètement utilisés ou arrivés à péremption ;
 - Déchets anatomiques humains, correspondant à des fragments humains non aisément identifiables.
2. Les contenants de produits biologiques cassables (tubes en verre).
3. Les DAS présentant un risque infectieux exceptionnel.
4. Les DAS produits lors des soins aux patients dont la pathologie infectieuse fait l'objet d'une instruction particulière des autorités sanitaires dans un contexte spécifique de risque infectieux ou épidémique.

Source : <https://cpias-occitanie.fr/wp-content/uploads/2021/02/Dechets-doc-version-definitive.pdf>

DASND ou DASRI : arbre décisionnel



Lot n°1 : Déchets hors dasri Centre Hospitalier de Sens

Chiffres 2024 :

GESTION DES DECHETS	
DAOM 55 bacs de collectés 700L tous les jours sauf le dimanche	710 T/an
CARTONS	70 T/ AN (compacteur carton) Etude à faire pour l'optimisation du compacteur sur Joigny.
BIODECHETS 1040 KG PAR MOIS	12T50 /AN
DECHETS INDUSTRIELS BANALS	4.62 tonnes / an Soit environ 8 bennes 20m ³
ENCOMBRANTS (9 bennes)	16.20 Tonnes / an
Détails bacs cartons : <i>CMLS : 468 bacs 660 L / an</i> <i>EFS : 0 Bac 660 L /an</i> <i>Saint Jean : 780 bacs 660 L / an</i> <i>Gaston Ramon : 6864 bacs 660L / an</i> <i>L'Etoile : 156 bacs 660L /an</i> <i>Cadence de passage : lundi / mercredi / vendredi</i>	
Caisse palette verre 660l avec couvercle	7 rotations / an

Total facturation 2024 : 33 000 euros cartons

Total facturation 2024 : 106 000 euros DAOM

Pour le centre hospitalier de Sens nous attendons de la part du prestataire :

- Sécurisation du site des poubelles : à réaliser par le titulaire, le Centre Hospitalier en sera propriétaire, faire payer les coûts dans les loyers des prestations.
- Être force de proposition dans les moyens et manières de manutention des déchets dans les étages et par les services intérieurs.
- Prestations de collecte, valorisation, destruction des déchets
- Mise en place de benne-compacteur pour les cartons
- La filière biodéchet est mise en œuvre pour le self, et est en cours pour les services dans les étages. Pas de visibilité pour le moment en termes de volume
- Aluminium / plastique, nous venons de débiter la filière uniquement sur les cuisines, aucune visibilité.
Avec une uniformisation des sacs biodéchets pour le GHT.
- La mise en place d'un conseiller qualité-sécurité.

Tout le marché débutera le 01/08/2025.

Lot n°2 : Déchets hors dasri Centre Hospitalier de Joigny

			Périodicité actuel	Périodicité souhaitée
BENNE A CARTONS				
VOLUME 3 000 € /an	Hôp	HDR	Compacteur	
	240m3	90m3		
	480 T	180 T		
DAOM				
VOLUME 64 000 € /an	Hôp	HDR	DAOM : Lun/Mer/ Ven	Hôp : Lun/Mer /Ven 8H30
	145M3			
	35 T	40 T		HDR : Lun/Mer/ Ven 8H
BENNE DIB				
VOLUME 5 000€ / an	Hôp	HDR	A la demande	A la demande
	120m3	240m3		
	420 T	840 T		
VOLUME 29 273 €/ an	Hôp 17 202 KG	HDR 4 458 KG		

Pour les cartons un compacteur après étude est envisagé.

Les balles font 90cm largeur, variable de 60 à 80cm de hauteur, pour un poids estimatif a 25kg

Les DASRI sur les plans se situent au même endroit que les DAOM

Pour le centre hospitalier de Joigny, nous attendons :

- La revalorisation de nos balles de cartons
- La mise en place de la filière biodéchet dans un premier temps pour le self et à terme dans les étages.
- La mise en place d'un conseiller qualité-sécurité.
- Sécurisation du site des poubelles : à réaliser par le titulaire, le Centre Hospitalier en sera propriétaire, faire payer les coûts dans les loyers des prestations.

+ 1 passage sur le site de l'IFAAS uniquement pour les DAOM

Groupe Géographique

Bâtiment 3

Pôle de formation

Quartier Abescat

89300 JOIGNY

Quantité : 3 tonnes à l'année -60 Bacs – 2 559 euros

Fréquence des levées : Lun/Mar/Jeu/Ven 8H30

Lot n°3 : Déchets Dasri Centre Hospitalier de Sens

Chiffres 2024 :

GESTION DES DECHETS	
DASRI ST JEAN qui serait à prendre en compte dans ce marché au 01/07/2026 une levée la semaine	171 kg 5 bacs de 700L (Rex que sur 2 mois)
DASRI Hôpital qui serait à prendre en compte dans ce marché au 01/07/2026 – Levées le Lundi / Mercredi – Vendredi	66 Tonnes 1560 bacs de 700 L
DASRI Villeneuve sur Yonne -juste le volume est à prendre en compte – pas de ramasse	674 Kg 168 Cartons
Déchets cytotoxiques Fût anti cancéreux	80 Fûts Fût de 50 litres

Total facturation 2024 : 134 607 euros DASRI

Total facturation 2024 : 4 364 euros Fûts cytotoxiques

Pour le centre hospitalier de Sens nous attendons de la part du prestataire :

- Sécurisation du site des poubelles : à réaliser par le titulaire, le Centre Hospitalier en sera propriétaire, faire payer les coûts dans les loyers des prestations.
 - Être force de proposition dans les moyens et manières de manutention des déchets dans les étages et par les services intérieurs.
 - Prestations de collecte, valorisation, destruction des déchets
 - Mise en place de benne-compacteur pour les cartons sur le site de Joigny, qui puisse faire également la pesée.
 - La filière biodéchet est mise en œuvre pour le self, et est en cours pour les services dans les étages. Pas de visibilité pour le moment en termes de volume
 - Aluminium / plastique, nous venons de débiter la filière uniquement sur les cuisines, aucune visibilité.
- Avec une uniformisation des sacs biodéchets pour le GHT.
- La mise en place d'un conseiller qualité-sécurité.

Tout le marché débutera le 01/08/2025.

Lot n°4 : Déchets Dasri Centre Hospitalier de Joigny

			Périodicité actuel	Périodicité souhaitée
DASRI			DASRI : Lun/Mercredi/Ven matin	Idem, passage entre 8h et 10h
VOLUME 29 273 €/ an	Hôp 17 202 KG	HDR 4 458 KG		

Les DASRI sur les plans se situent au même endroit que les DAOM

Pour le centre hospitalier de Joigny, nous attendons :

- Sécurisation du site des poubelles : à réaliser par le titulaire, le Centre Hospitalier en sera propriétaire, faire payer les coûts dans les loyers des prestations.

Article 4 : Descriptif, contraintes et spécificités des établissements

4.1 Descriptif des Installations Internes des Etablissements Relatives aux Déchets

4.1.1 Centre Hospitalier de Sens

Voici par zones avec les nombres et types de bacs que nous disposons, bacs qui seront à louer pour le nouveau marché :

CMLS :

3 Bacs cartons 650 L

11 DAOM 650 L

2 Biodéchets 120 L

St Jean :

7 DAOM 650 L

5 Cartons

2 Biodéchets 120 L

Etoile :

2 DAOM 650 L

1 Carton 650 L

1 Biodéchet 120 L

Les Lavandes :

1 DAOM 650 L

INICEA / KORIAN:

2 DAOM

2 Cartons

Sur le Centre Hospitalier de Sens :

- Cuisine

10 DAOM 650 L
10 Cartons 650 L
8 Biodéchets 650 L
2 ALU
2 Plastiques

- Plateforme poubelles :

43 DAOM 650 L
10 Cartons 650 L

- Internat :

1 DAOM 650 L
1 bac 120 l verre

- IFSI

1 DAOM 650 L

- Administration :

1 DAOM 650 L
1 Carton 650 L

- Pharmacie

2 DAOM 650 L
2 Cartons 650 L

- Atelier

1 DAOM 650 L
1 Cartons 650 L

- Magasin

1 DAOM 650 L
1 Carton 650 L

Dans les annexes, les plans du centre Hospitalier et des annexes avec les bacs à vider lors des collectes.

Article 5 : Visite des sites de l'Etablissement

Préalablement à la remise de leur offre, les candidats doivent visiter les sites (visite obligatoire pour la remise des offres – une attestation sera remise pour joindre au dossier de l'offre) afin de visualiser les types de déchets produits, et se familiariser avec :

- Les quantités produites par type de déchets
- Les zones de stockages
- Les points de collectes
- Les circuits
- Contraintes dans les étages par rapport au matériel à proposer
- Propositions d'améliorations
- Pour le site de Joigny : Demander une étude de faisabilité pour un compacteur (GHT) qui sera implanté sur le site des hameaux de retraite.
- Et autres.

Cette visite obligatoire est réalisée en vue d'une connaissance optimale des installations et voies de circulation existantes, et afin d'identifier plus précisément les contraintes liées à la réalisation de la prestation.

Cette visite a pour objectif également de laisser place à vos propositions en matière de solutions et d'innovations pour la manutention de nos déchets.

La visite pour le centre hospitalier de Sens se fera le mercredi 11 juin 2025 à 09h30 rendez-vous dans le hall de l'hôpital. Votre contact pour la visite sur site sera Lucie Bordier, joignable au 03.86.86.10.42 ou par mail à l'adresse suivante : lbordier@ch-sens.fr

La visite pour le centre hospitalier de Joigny se fera le mercredi 11 juin 2025 à 14h00 rendez-vous au service économique de l'hôpital de Joigny. Votre contact pour la visite sur site sera Eddy Lendormy, joignable au 03.86.92.33.10 ou par mail à l'adresse suivante : lendormy@ch-joigny.fr

Actuellement le circuit proposé ne donne pas entière satisfaction et oblige des moyens humains considérables.

Nous souhaitons par le biais de cette rencontre que vous puissiez nous proposer des moyens matériels afin de les optimiser. Tant d'un point de vue manutention que stockage dans les étages.

Nous souhaitons également mettre en place une benne compacteur pour les cartons, cette visite aura pour objectif de vous laisser libre au niveau de la proposition de l'installation de celle-ci. Mais aussi de proposer une solution pour sécuriser l'endroit de stockage.

Un certificat de visite sera délivré aux candidats le jour de leur passage dans l'Etablissement. Les candidats doivent impérativement insérer une copie de ce certificat dans leur offre.

Article 6 : Mise en place de la Prestation

Un audit préalable au début de l'exécution du marché sera nécessaire et devra être réalisé dès la notification de celui-ci et dans les 15 jours maximum suivant celle-ci.

Le rapport d'audit devra être remis 8 jours maximum après la réalisation de celui-ci et une réunion de prise de décision sera réalisé avec le nouveau titulaire et les équipes du centre hospitalier dans les 8 jours post audit (hygiénistes, services intérieurs et direction économiques). L'exécution de ce marché débutera donc 1 mois après sa notification.

Article 7 : Matériel associé à la prestation

7.1 Mise à disposition

Le Titulaire doit mettre à disposition des Etablissements le nombre nécessaire de compacteurs, containers, bennes et autres matériels nécessaires pour effectuer correctement les collectes (notamment pour le site de JOIGNY pour la benne-compacteur pour les cartons).

Le candidat doit proposer des solutions optimales par rapport à l'existant et au potentiel de la zone.

Pour les deux centres hospitaliers tous les bacs de tous les déchets doivent être tractables.

Le Titulaire doit fournir des contenants si nécessaire de volumes différents et en quantité adaptée à l'activité des Etablissements. Les fiches techniques des matériels ainsi que la date de fabrication de ces derniers doivent être jointes à l'offre. Les candidats doivent préciser si les matériels mis à disposition sont neufs ou d'occasion. Dans ce dernier cas, ils doivent préciser la date de première mise en service du matériel. A savoir que les établissements demanderont le renouvellement du matériel, si, ils jugent celui-ci vétuste ou défectueux, handicapant, le fonctionnement des collectes de déchets.

Les candidats doivent préciser dans le cadre de leur offre le délai sous lequel ils s'engagent à livrer et installer le matériel.

Le matériel mis à disposition doit permettre un remplissage aisé (ouverture, accès ergonomique et adapté au site) et ne doit présenter aucun risque pour le personnel des Etablissements ou toutes autres personnes susceptibles d'accéder à ce matériel.

Le risque doit être évité tant sur la couleur des bacs à respecter, que sur le risque humain. A noter que la couleur jaune est réservée exclusivement sur nos sites aux DASRI (couvercle et bac en lui-même).

Le bleu est la couleur pour les cartons.

Le marron pour les DASND / DAOM.

En cas de changement de localisation de la plateforme de stockage des déchets pendant la durée du Marché, le démontage et remontage des matériels sur le nouveau site d'implantation sont à la charge du Titulaire.

Le matériel associé aux prestations décrites au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) doit être fourni et installé sur site par le Titulaire.

Le candidat pourra définir lui-même le matériel qui lui semble le plus propice pour l'établissement en fonction de la visite effectuée.

A savoir :

- Le souhait, de la mise en place d'une benne compacteur pour les cartons, est exprimé pour le Centre Hospitalier de Sens
- La gestion aux bacs de plus 700 L pour les déchets
- La mise en place de bacs spécifiques pour les bio déchets (partie cuisine)
- Améliorations des stockages et manipulations dans les locaux de soins

7.2 Maintenance et Entretien

De par leur nature, les prestations objet du Marché nécessitent de l'entretien et de la maintenance.

L'entretien et la maintenance du matériel mis à disposition est à la charge du Titulaire. Celui-ci s'engage à nettoyer, désinfecter et assurer la maintenance des matériels mis à disposition : containers, compacteurs, bennes et autres (intérieur et extérieur) à la convenance des Etablissements, ainsi qu'à effectuer les contrôles techniques réglementaires de conformité. Les candidats précisent dans le cadre de leur offre les procédures d'entretien courant, le contenu et le temps nécessaire à la maintenance des matériels ainsi que sa fréquence.

La prestation comprend les contrôles réglementaires exigés par la réglementation ainsi que tous les dépannages. En cas de panne, le matériel doit impérativement être remis en service ou remplacé par un matériel équivalent dans un délai de 4h après demande téléphonique des Etablissements auprès du Titulaire (exemple pour la benne compacteur). Le non-respect de ce délai entraînera l'application de pénalités.

Article 8 – Modalités d'Exécution de la Prestation

8.1 Points de collecte Centre Hospitalier de Sens

Un plan de l'établissement situé 1 Avenue Pierre de Coubertin vous est fournie avec les zones de situations des points de collectes.

Ainsi que d'autres entités, dépendant du Centre Hospitalier de Sens, ces bâtiments sont situés sur le Boulevard Foch + le CMLS au 5 Avenue PIERRE DE COUBERTIN.

Plans en annexes A.

8.2 Points de collecte Centre Hospitalier de Joigny

Les deux points de collectes sont situés :

- 1 allée Pierre de Coubertin à Joigny 89300
- 3 Quai de l'Hôpital 89300 Joigny.

Plans en annexes B.

8.4 Modalités relatives à la collecte pour l'ensemble des établissements

Le Titulaire met à disposition à l'ensemble des Etablissements le matériel associé à la prestation comme décrit ci-dessus.

A chaque collecte, le Titulaire établit un bordereau de suivi des déchets mentionnant le point de collecte concerné ainsi que l'identification, le nombre et le poids des conteneurs ou autres matériels mis à disposition enlevés.

Il s'assure en outre de faire viser le bordereau par un agent des Etablissements dûment habilité auquel il remet le volet réservé au producteur.

La collecte interne est assurée par le personnel de chaque Etablissement.

8.5 Modalités relatives à l'enlèvement et au transport pour l'ensemble des établissements

L'enlèvement/évacuation des déchets est suivie par un conseiller au transport des marchandises dangereuses et un gestionnaire des risques.

Il faudra fournir dans le mémoire technique tout le processus et le mode

d'élimination qui sera utilisé pour chaque type de déchets.

Le transport comprend le chargement sur un véhicule adapté et l'acheminement vers le site de traitement assermenté. Les candidats précisent dans le cadre de leur offre le type de camion utilisé pour le transport de déchets (génération du matériel, type de motorisation et consommation moyenne, respect des normes euro en matière de rejets...); le kilométrage parcouru entre les Etablissements et le site de traitement final ; le kilométrage mensuel parcouru estimé pour assurer la prestation de transport des déchets en fonction de la capacité du matériel proposé ; le coût unitaire de chaque benne vidée; le bilan carbone annuel estimé liée aux prestations de transport de ces déchets ; les actions mise en place par le prestataire en matière de développement durable.

Il comprend également la remise en place d'un compacteur, container, benne ou autre matériel vide (lavé et désinfecté avec traçabilité). Le Titulaire doit s'assurer de la bonne fonctionnalité de ce matériel. Enfin, il inclue les manœuvres indispensables au chargement du matériel plein et à la mise en place du matériel vide.

Le chargement et déchargement des conteneurs sont supervisés par les établissements. Lors de chaque transport, le titulaire établit un bordereau justifiant de l'opération effectuée. Il remet ce bordereau aux référents de chaque établissement ou à leurs représentants ou dans une boîte aux lettres prévues à cet effet.

Le titulaire doit avoir une parfaite connaissance des installations et des voies de circulation existantes. Le titulaire est tenu pour ce qui le concerne de mettre en œuvre et/ou de prendre toutes dispositions utiles afin d'assurer la sécurité et la protection des personnes. Il doit prendre connaissance des dispositions en vigueur par les établissements.

Les candidats doivent fournir l'attestation préfectorale les autorisant à transporter ces types de déchets. Ils doivent également préciser le délai maximum entre la demande et l'enlèvement des déchets, ainsi qu'entre l'enlèvement et la mise à disposition du matériel.

Les déchets issus de la plateforme-déchetterie des établissements doivent obligatoirement être acheminés dans le respect de la législation et de la réglementation en vigueur (notamment l'accord européen relatif au transport international des marchandises par route, dit A.D.R, le décret du 5 décembre 1996, la circulaire DGS N°296 du 30 avril 1996, le décret n°98-679 du 30 juillet 1998 régissant le transport de déchets par routes, arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres dit «Arrêté TMD»). Le titulaire doit notamment utiliser des véhicules conformes aux exigences légales et réglementaires et réservés uniquement à cet usage. Les véhicules doivent être lavés et désinfectés à chaque déchargement selon les déchets transportés. De même, le conducteur chargé d'assurer le transport des déchets doit disposer des compétences requises pour celui-ci. Enfin, le chargement des déchets ne doit pas dépasser les seuils fixés par les lois, normes et règlements en vigueur.

Les établissements ne pourront pas être tenus responsables d'un quelconque manquement à la réglementation. Pendant toute la durée du Marché, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel et de celles qui en découlent.

Le transport des déchets s'effectuera sans aucun stationnement intermédiaire jusqu'au lieu de traitement.

8.6 Modalités relatives au traitement

Le traitement des déchets doit s'effectuer dans des installations agréées et selon les conditions prévues par la réglementation. Il peut s'agir d'une installation spécifique, d'une installation d'incinération de déchets dangereux ou d'une installation d'incinération des déchets ménagers ou assimilés conforme aux prescriptions des arrêtés modifiés du 20 septembre 2002 relatifs à l'incinération des déchets.

Ces installations doivent faire l'objet d'une autorisation et doivent répondre à des exigences d'exploitation et d'émission strictes.

Sur chacun des sites de traitement, la réception des déchets doit faire l'objet de la signature d'un bordereau qui mentionne la date de réception, l'heure, la pesée des déchets et leur nature. Les tickets de pesées seront joints aux bordereaux et transmis aux Etablissements avec la facture (volume / nombre de bacs / poids / lieu de traitement / moyen de traitement / lieu de collecte), une fois par mois.

Dans le cadre de leur offre, les candidats doivent transmettre

- Les coordonnées complètes du ou des sites sur lesquels sont effectuées le traitement des déchets concernés ainsi que toutes les attestations certifiant que ce ou ces sites sont habilités à traiter ce ou ces types de déchets selon la législation en vigueur. Les candidats doivent notamment fournir l'agrément d'exploitation du ou des sites vers lesquels seront acheminés les déchets produits par les établissements.
- Le ou les procédés qui seront utilisés pour le traitement des déchets : description du mode de traitement envisagé (enfouissement en installation de stockage, incinération...), présentation du fonctionnement du site de traitement, niveau de taxe générale sur les activités polluantes applicable au(x) site(s), actions mises en œuvre par le ou les sites de traitement en matière de protection de l'environnement et de développement durable.

Article 9 – Points de collecte

Les Etablissements disposent des points de collecte suivants les plans joints annexes 1 à 8.

Article 10 – Fréquence et Horaires d'exécution de la Prestation

10.1 Fréquence

Les collectes et enlèvements se font de manière périodique et automatique en fonction d'un calendrier préalablement défini selon les besoins des Etablissements. Ils doivent au minimum permettre de respecter les délais légaux d'élimination de chaque type de déchets. Le Titulaire assure en outre le traitement dans le délai fixé par la réglementation et par l'autorisation de fonctionnement du site.

Pour le centre hospitalier de Sens :

- DAOM et cartons (Voir compacteur) tous les jours **à 6h.**
- DIB / ALU / VERRES / PLASTIQUE / D3E sur demande.
- DASRI : lundi / mercredi / vendredi **6H.**

- ST JEAN :
 Cartons : 3 fois par semaine lundi, mercredi, vendredi, SI PAS DE
 BENNE/COMPACTEUR
 DAOM : 3 fois par semaine lundi, mercredi, vendredi,
 DIB/encombrants : sur demande,
- CMLS :
 Cartons : 3 fois par semaine lundi, mercredi, vendredi, SI PAS DE
 BENNE/COMPACTEUR
 DAOM : 3 fois par semaine lundi, mercredi, vendredi,
 DIB/encombrants : sur demande,

Pour le centre hospitalier de Joigny :

- CH Joigny :
 Cartons : Voir compacteur,
 DAOM : lundi, mercredi, vendredi,
 DIB/encombrants : sur demande,
 DASRI : lundi, mercredi, vendredi.
- Hameau de retraite :
 Cartons : Voir compacteur,
 DAOM : lundi, mercredi, vendredi,
 DIB/encombrants : sur demande,
 DASRI : lundi, mercredi, vendredi.

La fréquence peut varier en fonction des nécessités : remplissage plus rapide des contenants, ~~pour~~ estivale, autres motifs. Dans ces cas, les établissements et titulaire peuvent communément modifier la fréquence des rotations en fonction de ce qui est jugé nécessaire.

Des travaux sont envisagés dans le cadre de la reconstruction de l'hôpital de Joigny, et du hameau de retraite, des informations seront communiquées en temps voulu pour les circuits et les levées si des aménagements sont à prévoir.

10.2 Horaires

Les opérations prévues pour la collecte, l'enlèvement et le transport des déchets doivent être en adéquation avec les heures d'ouverture des sites de traitement. Des horaires de prise en charge doivent être programmés.

Le titulaire assure la collecte et l'enlèvement selon un programme fixé dans un créneau horaire qui sera défini comme suit :

Centre Hospitalier de Sens : Le matin à 6h.
 Centre Hospitalier de Joigny : Le matin à 8h30.

Article 11 – Continuité du service

Le titulaire s'engage à assurer la continuité du service en toutes circonstances.

Le titulaire met en œuvre les modalités lui permettant d'assurer la continuité de prise en charge des déchets, notamment en cas de grève ou de difficultés techniques dans son entreprise ou dans le site destinataire.

En cas d'interruption imprévue du service, même partielle, le titulaire doit aviser les Etablissements dans les plus brefs délais, et par tous moyens (téléphone, télécopie, courriel...) et au plus tard dans les vingt-quatre (24) heures. Il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service. Le Titulaire a l'obligation d'assurer la collecte, le transport et le traitement des déchets pour le compte des Etablissements. Il doit prévoir les modalités d'organisation de secours en cas d'immobilisation des véhicules ou installations, ou en cas de grève, et soumet ces modalités à l'agrément préalable des Etablissements. Si non respect des pénalités seront appliquées selon le CCAP.

En cas de difficultés ponctuelles rencontrées pour assurer la continuité du service, les cocontractants conviendront des mesures à prendre pour assurer la collecte, l'enlèvement, le transport et le traitement des déchets.

Article 12 – Obligations des cocontractants

12.1 Obligations du Titulaire

Le titulaire est responsable de la collecte, de l'enlèvement, du transport externe et du traitement des déchets. Il s'interdit de recourir à un sous-traitant sans acceptation préalable des Etablissements.

Il s'engage à fournir les justificatifs concernant le suivi des opérations selon les règles définies par la réglementation.

Il procède lors de chaque enlèvement à la pesée des contenants par tout moyen (peseur embarqué, transpalette équipé d'un système de pesée...). Ces matériels de pesée doivent être soumis aux contrôles réguliers d'organismes agréés par l'administration des poids et mesures. Il est établi des tickets de pesée qui servent de base au règlement des prestations. Le véhicule est équipé d'un système de sécurité actionnable lors du chargement et déchargement qui se font dans le respect des consignes de sécurité.

A chaque collecte, le titulaire s'engage à mettre à la disposition des établissements un nombre de contenants vides, propres et désinfectés en nombre nécessaire et suffisant pour garantir une disponibilité permanente pour les services producteurs (le nombre de contenants mis à disposition devra être identique au nombre de contenants retirés sous peine d'application des pénalités).

Les agents dûment accrédités par les établissements peuvent procéder à toutes vérifications ~~us~~ pour s'assurer que la collecte, l'enlèvement, le transport et le traitement sont exploités dans les conditions du présent CCTP. Ils peuvent à tout moment prendre connaissance localement de tous les documents techniques et autres nécessaires à l'accomplissement de leur mission. Ils ne peuvent intervenir dans la gestion de la prestation.

Le titulaire met à disposition un conseiller sécurité qui répond à tout moment sous 24h à une demande d'intervention sur le site du centre hospitalier de Sens ou bâtiments déporté ou juste à un renfort téléphonique. Le but d'avoir ce conseiller, est de pouvoir faire appel à lui à tout moment pour des préconisations, ou des appels de renfort sur des situations atypiques, ou posant soucis à l'équipe hospitalière.

12.2 Obligations des établissements

Les établissements prennent à leur charge le tri, manutention et stockage intermédiaire de leurs déchets à l'intérieur de leur site. Ils prennent toutes précautions pour que la collecte,

l'enlèvement, le transport et le traitement puissent être effectués sans risque, notamment en conditionnant leurs déchets dans des emballages à usage unique fermés et adaptés qui sont placés dans les contenants agréés. Les établissements informent leur personnel et mettent à leur disposition les consignes de sécurité conformes au danger transporté le cas échéant. Les établissements se réservent le droit de s'assurer de la conformité du transport et de prendre les mesures nécessaires pour maîtriser les dangers le cas échéant.

Un conseiller sécurité est désigné par les établissements. Sa mission essentielle est de rechercher tout moyen et de promouvoir toute mesure afin de faciliter l'exécution de ces activités dans le respect des réglementations applicables et dans des conditions optimales de sécurité. Il est attendu du titulaire de mettre à disposition un conseiller de sécurité qui pourra répondre sous 24h aux différentes demandes des établissements (conseils, visites, supports...).

Article 13 –Traçabilité des déchets

Le titulaire doit proposer un système de traçabilité permettant de recueillir au minimum les données suivantes par lieu de collecte :

- Tonnage : collecte à chaque passage, hebdomadaire, mensuel...
- Coût : pour chaque collecte, coût hebdomadaire, coût mensuel (en incluant l'ensemble des coûts : taxes éventuelles, traitement...)

Cette traçabilité doit être réalisée pour chaque type de déchets.

Le titulaire doit fournir aux établissements le bon de destruction mentionnant le poids des déchets éliminés.

Ces données doivent pouvoir être consultables par les Etablissements :

- Soit directement via un système internet avec possibilité d'extractions (tableaux Excel).
- Soit sous forme de tableaux de bords transmis une fois par mois par le titulaire (tableaux Excel).

Dans le cadre de leur offre, les candidats doivent joindre un descriptif du matériel qui sera utilisé pour ce suivi ainsi qu'un exemplaire de chaque document de reporting.

Les candidats restent libres de proposer tous types de suivi complémentaire de la prestation qui pourraient être mis en place.

Le titulaire doit régulièrement informer les Référents de chaque établissement, des résultats obtenus concernant la qualité du tri réalisé au sein des établissements, des problèmes rencontrés sur les sites de production de déchets lors de la collecte, des non-conformités concernant le tri des déchets, du respect des plannings de collecte, des reportings, de la maintenance des compacteurs et autres matériels et de tous les problèmes constatés lors de la réalisation de la prestation.

Les candidats restent libres, dans le cadre de leur offre, de proposer toute autre forme d'information qu'ils jugent utile ainsi que d'autres prestations annexes, incluses dans l'offre et visant à améliorer la qualité de la prestation.

Article 14 – Bilan

Au terme d'un semestre de fonctionnement, le titulaire doit remettre aux référents de chaque établissement, un rapport complet sur le réalisé de la période. Celui-ci doit également proposer les axes de progrès, aussi bien techniques que financiers ou réglementaires qui pourraient être mis en place au vu des constatations faites après

un semestre de prestation. Il s'agit d'un audit réalisé en vue d'améliorer son système et son efficacité. Si non exécution de cette demande des pénalités seront appliquées.

Ensuite, ce type de rapport doit être réalisé par le titulaire une (1) fois par an.

Article 15 – Information du Personnel

Les candidats doivent, dans le cadre de leur offre, faire des propositions en matière d'information du personnel dans les domaines suivants :

- Le changement d'organisation lors de la mise en place de la prestation
- Les gestes de tri devant être mis en place au niveau de chaque site de production
- Les résultats obtenus concernant le tri, les volumes de déchets collectés ainsi que sur les évolutions nécessaires afin d'optimiser les collectes

Le titulaire doit mettre à disposition un guide du tri adapté à l'organisation des établissements et qui sera distribué dans chaque service. Ce guide devra être construit en collaboration avec les référents de chaque établissement, ainsi que l'équipe opérationnelle d'hygiène.

Article 16 – Engagement en matière de Développement Durable

Les établissements du GHT Nord Yonne sont particulièrement attachés et s'inscrivent dans une démarche de qualité environnementale.

Les candidats doivent donc mettre en avant l'ensemble de leurs actions, leurs organisations, les procédures et autres actions respectueuses de l'environnement mises en place et en lien avec le développement durable.

Le titulaire doit mettre en œuvre une démarche d'éco-responsabilité (politique qualité-environnement, plan d'actions Développement Durable, Responsabilité Sociétale des Entreprises).

Les candidats s'engagent à proposer le recyclage de la fraction valorisable des déchets, et à proposer toute modification permise par de nouveaux moyens techniques, susceptible d'améliorer la performance environnementale.